

Ipjmag - le magazine réalisé par les étudiants de l'IPJ

-- Europe --

Europe

**171; 30 lobbyistes
pour un
eurodéputé 187;**

Laure Philipon [29ème
promotion]
mardi 15 mai 2007

Bernard Lecherbonnier, professeur à l'Université Paris XIII et auteur de « Les lobbies à l'assaut de l'Europe » (Albin Michel, janvier 2007)

Dans votre livre, vous dénoncez l'influence grandissante des lobbys européens. Pourquoi vouloir freiner leur montée en puissance ?

Avec 30 lobbyistes pour un seul eurodéputé, il devient plus qu'urgent d'encadrer leurs pratiques. Au printemps dernier, la Commission avait formulé des propositions pour davantage de transparence, mais elles ont été vidées de leur substance. A ce jour, l'anarchie règne.

Ne sont-ils pas l'expression légitime de la société civile ?

Le lobbying n'est pas une tradition européenne, encore moins une tradition française. C'est avec l'entrée de la Grande-Bretagne dans l'Union européenne, dans les années 1970, que se sont imposées les méthodes manipulatrices du lobbying à l'américaine. Dans ma conception de la démocratie, la somme des intérêts particuliers défendus par les lobbies ne correspond pas à l'intérêt général. Or le processus décisionnel à la Commission tourne de plus en plus à l'arbitrage entre groupes de pression.

Pourquoi la Commission écoute-t-elle autant ces lobbies ?

Le gros problème, c'est que les membres de la Commission ne sont pas élus. Pour pallier ce déficit démocratique, l'institution s'appuie sur les groupes de pression qui, dans leur diversité, représentent la société civile. Ils constituent pour elle un allié de taille et lui inspirent 90% des propositions de directives.